

DOCUMENT EXTERNE
Londres, 18 janvier 1996

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Tibet : un garçon de six ans porté disparu et plus de 50 personnes détenues dans le cadre de la controverse au sujet du Panchen lama

Amnesty International est extrêmement préoccupée au sujet d'un garçon tibétain âgé de six ans et de sa famille, qui n'ont pas réapparu à leur domicile depuis huit mois ; l'Organisation craint qu'ils ne soient soumis à des mesures de restriction. Elle s'inquiète également du maintien en détention de Chadrel Rimpoche, supérieur du monastère de Tashilhunpo et de plus de 50 autres personnes, moines ou laïcs¹, à la suite de la controverse suscitée par le choix de l'enfant considéré comme la réincarnation du 10ème Panchen lama, deuxième Lama en importance au Tibet.

Le 14 mai 1995, le Dalaï lama, chef religieux tibétain en exil, annonçait que Gendun Choekyi Nyima était la réincarnation du 10ème Panchen lama. Peu après cette annonce, l'enfant et sa famille auraient été transférés de leur domicile à Beijing, et l'on ignore depuis lors où ils se trouvent. Les autorités chinoises ont contesté l'autorité du Dalaï lama en ce qui concerne la découverte du Panchen lama réincarné, et ont rejeté ce choix en novembre, désignant à sa place un autre garçon de six ans, Gyaltsen Norbu, comme étant le 11ème Panchen lama.

Gendun Choekyi Nyima était au nombre de la vingtaine d'enfants découverts par une commission de recherche nommée il y a plus de six ans par les autorités chinoises. Le directeur de cette commission officielle de recherche, Chadrel Rimpoche, supérieur du monastère de Tashilhunpo a été arrêté en mai pour avoir, semble-t-il, communiqué au Dalaï lama les noms des enfants.

Pendant tout l'été 1995, les autorités chinoises ont organisé plusieurs réunions dans la hiérarchie religieuse tibétaine au plus haut niveau et ont incité les participants à dénoncer l'annonce faite par le Dalaï lama. En novembre 1995, ces autorités ont demandé aux responsables religieux du Tibet de préparer des déclarations, orales et écrites, critiquant l'action du Dalaï lama et de Chadrel Rimpoche.

Ce dernier a été démis en juillet de son poste de chef de la commission de gestion du monastère de Tashilhunpo et accusé d'avoir pris contact avec le Dalaï lama au sujet du choix de la réincarnation du Panchen lama. Dans un discours prononcé le 24 novembre 1995, le Président de la Commission permanente du Comité pour la région autonome du Tibet au sein de la Conférence consultative politique populaire du peuple chinois a critiqué nommément le Dalaï lama et indirectement Chadrel Rimpoche ainsi que d'autres personnes du monastère de Tashilhunpo en ces termes : « Il [le Dalaï lama] a proclamé arbitrairement la soi-disant réincarnation du Panchen lama, violant ainsi la convention historique et le rituel religieux du bouddhisme tibétain ... J'espère que par vos réactions vous montrerez l'exemple et que vous serez les premiers à démontrer et à critiquer l'action criminelle du Dalaï lama, qui a gravement compromis le travail de

Voir documents d'Amnesty International : *Controverse sur la réincarnation du Panchen lama : trois personnes arrêtées* (Index A.I. : ASA 17/40/95, 20 juin 1995 et *La répression contre les dissidents tibétains continue* (Index A.I. : ASA 17/74/95, 29 septembre 1995).

recherche de la réincarnation du Panchen, et à exposer au grand jour et à dénoncer les délits perpétrés par les anciens responsables du Comité pour la gestion démocratique de la lamasserie de Tashilhunpo qui ont fait cause commune avec le Dalaï ; dénoncez catégoriquement la désignation de ce garçon, prétendue réincarnation du Panchen, et confirmée par le Dalaï ... »

Dans deux autres articles de la presse officielle² Chadrel Rimpoche a été nommément critiqué et accusé de « délits » de coopération avec le Dalaï lama dans ses tentatives de « sabotage » et de « violation » de la procédure de recherche de la réincarnation du Panchen lama. Des précisions sont données sur la façon dont il se serait malhonnêtement servi des « rituels religieux et de la convention historique » pour assurer le choix de Gendun Choekyi Nyima comme réincarnation du Panchen lama. Chadrel Rimpoche est également accusé d'avoir menti à propos de l'âge de Gendun Choekyi Nyima. Le 21 août 1995, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères a nié que Chadrel Rimpoche soit détenu, déclarant qu'il était malade et hospitalisé. Amnesty International continue cependant de recevoir des informations inquiétantes en provenance du Tibet indiquant qu'il est détenu depuis son arrestation en mai 1995.

L'Agence Chine Nouvelle a également publié un article fin novembre, dont le but est manifestement de discréditer Gendun Choekyi Nyima, affirmant que ce garçon a un jour, noyé un chien, geste qu'elle qualifie de « crime atroce aux yeux du Bouddha » qui le rend tout à fait indigne de devenir un lama dirigeant. L'article disait également que ses parents étaient connus pour « pratiquer la spéculation et la duperie et pour faire des pieds et des mains pour obtenir gloire et profit » ajoutant « qu'ils n'étaient pas des personnes pieuses, honnêtes et bonnes envers les autres ».

Fin novembre 1995, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, Shen Guofang, a déclaré : « Nous n'avons aucune idée de l'endroit où se trouve le garçon qui, selon le Dalaï lama, était l'âme réincarnée du panchen lama ». Il a nié que Gendun Choekyi Nyima et sa famille aient passé les derniers mois en détention à Beijing, ajoutant « qu'il n'était ni porté manquant ni emprisonné » mais qu'« il devrait être là où il est né ». Selon des informations reçues par Amnesty International en janvier 1996, le garçon et sa famille ne sont pas à leur domicile et n'y sont plus depuis mai 1995.

Amnesty International reste également préoccupée par le sort de la cinquantaine de moines et laïcs détenus en liaison avec la controverse concernant la réincarnation³ du Panchen lama. On a signalé huit autres arrestations qui seraient liées à cette controverse : deux femmes (des laïques) arrêtées le 2 septembre 1995 dans une usine de fabrication de tapis gérée par le monastère de Tashilhunpo et six moines arrêtés le 4 novembre pour avoir manifesté à l'extérieur du monastère.

On ignore quelle est actuellement la situation des personnes qui seraient détenues depuis mai 1995, parmi ceux qui le sont toujours figureraient l'adjoint de Chadrel Rimpoche, Champa Chung, ainsi que Samdrup, homme d'affaires de Shigatse et Gyatrul Rimpoche, l'un des lamas du monastère de Tashilhunpo. Seraient également détenus : Shepa Kelsang, Lhakpa Tsering, Ringkar Ngawang, Ngodrup, Tenzin, Tendor, Sherab, Tashi Dondrup, Tsering Phuntsog, Chungdag, Pema, Penpa Tsering, Buchung, Sonam Phuntsok, Tenzin, Gendun, Logsang Tseten, Wangchuk, Pema Dorje, Lhakpa Tsering, Logsang Dawa, Tsering Gonpo, Dorje Gyaltsen (Tous moines à Tashilhunpo) et Sil Zhi et quelque 20 autres moines ou laïcs dont on ignore les noms.

Agence Chine nouvelle, 30 novembre 1995 et *Renmin Ribao*, 1er décembre 1995

Voir les documents d'Amnesty International cités à la note 1

Veillez envoyer télégrammes, télex, lettres exprès ou par avion rédigés en anglais ou en chinois si vous possédez bien ces langues ou en français et :

u Dites-vous inquiet de ce que Gendun Choekyi Nyima et sa famille n'ont pas été vus à leur domicile depuis mai 1995 et dites que vous craignez qu'ils ne soient soumis à des mesures de restriction.

u Demandez instamment aux autorités chinoises de faire savoir où ils se trouvent et exigez que soit immédiatement levée toute mesure de restriction qui aurait été prise à leur encontre afin que Gendrun Choekyi Nyima et sa famille soient libres de retourner dans leur village et d'y vivre sans être soumis à des contraintes ou à des manoeuvres de harcèlement.

u Demandez la libération immédiate et inconditionnelle de Chadrel Rimpoche, Gyatrul Rimpoche, Champa Chung, Samdrup et plus de 50 autres moines et laïcs détenus en liaison avec la controverse relative au 11ème Panchen lama.

Veillez envoyer vos appels à :

Premier Ministre de la République
Populaire de Chine
LI Peng Zongli
Guowuyuan
9 Xihuangchenggenbeijie
Beijingshi 100032
République populaire de Chine

Telex : 210070 FMPC CN
Fax : +86 10 512 5810
Télégramme : Premier
Ministre Li Peng, Beijing, Chine
Formule d'appel : Excellence

Directeur du Conseil d'État
Bureau des Affaires religieuses
Zhang Shengzuo Juzhang
Guowuyuan Zongjiao Shiwuju
Guowuyuan
22 Xianmen Dajie
Beijingshi 100017
République populaire de Chine

Télégramme : Directeur du Conseil
d'État, Bureau des Affaires religieuses
Beijing, Chine
Formule d'appel : Monsieur le
Directeur

Président du gouvernement populaire
de la Région autonome du Xizang
Gyaltzen Norbu Zhuxi
Xizang Zizhiqu Renmin Zhengfu
1 Kang'angdonglu
Lasashi 850 000
Tibet (Xizang Zizhiqu)
République populaire de Chine

Télex : 68014 FAOLT CN ou
68007 PGVMT CN
Formule d'appel : Monsieur le
Président
Télégramme : Président du Gouver-
nement populaire régional
Lhassa, Xizang Région autonome
Chine

Ce document est destiné aux groupes CHIRAN pour action. Si vous souhaitez intervenir après le 23 février 1996, veuillez au préalable prendre avis de votre coordination.

La version originale en langue anglaise de ce document a été éditée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni, sous le titre : PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA : TIBET : 6-year old boy missing and over 50 detained in Panchen Lama dispute. Index AI : ASA 17/07/96. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat International par les ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - Service RAN - Février 1996.